

MAURICE GOURDAULT-MONTAGNE

Ambassadeur de France, ancien Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères

Nikolaus Lang, Global Leader for the Global Advantage practice, directeur général et associé principal du Boston Consulting Group

Je voudrais maintenant donner la parole à mon ami Maurice, avec lequel j'ai eu le plaisir de travailler ces dernières années. Il a été ambassadeur de France dans de nombreux pays, dont le Japon, la Chine, l'Allemagne et le Royaume-Uni, ainsi que secrétaire général du ministère des Affaires étrangères. Nous avons eu nombre de débats sur la question de savoir si le monde est multipolaire et sur celui des quatre scénarios décrits précédemment qui est le plus susceptible de se produire. J'ai hâte de vous écouter.

Maurice Gourdault-Montagne

Merci beaucoup pour votre présentation qui montre clairement que la géopolitique est de retour sur notre agenda et qu'en matière de gestion des risques, les États tout comme les entreprises doivent prendre en compte ces évolutions et définir un cadre d'action. Nous sommes en temps de guerre. Qu'elle aboutisse à une compétition tripolaire ou devienne un conflit figé à jamais, cette guerre va assurément durer un certain temps. Nous allons passer l'hiver et nous verrons ce qu'il adviendra par la suite. Clausewitz, et je ne dis pas cela pour faire étalage de mon érudition, employait le concept de « point culminant », et il semble que le point culminant de la bataille n'a pas encore été atteint entre les Russes et les Ukrainiens. Le point culminant désigne une rupture pour des raisons de baisse de moral, de manque d'équipement ou de facteurs externes. On peut citer parmi les facteurs externes, la lassitude après neuf mois et demi de guerre, perceptible dans l'opinion publique partout dans le monde. Il faut aussi prendre en compte l'impact de cette guerre sur ce monde global en termes de sécurité alimentaire, de pesticides, etc. et le changement de majorité à la Chambre des représentants à Washington en est également une conséquence. Ce sont autant de facteurs à prendre en compte dans notre analyse. L'incertitude était déjà présente avant la guerre, car le Covid nous a fait prendre conscience de dépendances insoutenables, et des décisions avaient déjà été prises pour rapatrier et relocaliser certaines industries, dans le secteur des vaccins par exemple. Je dirais qu'il s'agissait des préliminaires, et comme l'a dit Thierry ce matin, la guerre a été un accélérateur. Ce qui s'est passé montre que nous ne reviendrons jamais en arrière et que l'avenir sera différent.

J'ai lu dernièrement un article reprenant les propos de Morris Chang, fondateur et président de TSMC : « la mondialisation est morte et elle ne reviendra pas ». À quoi ressemble le monde aujourd'hui ? Nous en avons déjà beaucoup parlé ce matin. Nous sommes en présence de blocs. L'un est constitué par les États-Unis, l'Union européenne et quelques autres pays, en fait les pays de l'OCDE, qui soutiennent l'Ukraine et appliquent les sanctions.

Ensuite, vous avez le bloc Chine-Russie, un couple très étrange avec une Chine ambiguë qui soutient la Russie verbalement dans tous les aspects de cette guerre et rejette le modèle occidental. Elle s'abstient cependant de tout soutien technologique, financier ou militaire, donc une position très intéressante. La Russie est comme une forteresse assiégée et le restera longtemps du fait des sanctions mises en place après le déclenchement de la guerre et qui perdureront jusqu'à l'entame de pourparlers. La Russie revêt un intérêt majeur pour le monde et pour de nombreux pays du fait des matières premières, des terres rares, des ressources énergétiques et des différents types de produits dont dispose encore cet immense pays. Le monde entier a les yeux rivés sur la Chine et la Russie et nous assistons ainsi à une reconfiguration du monde, avec des pays qui tentent dans une certaine mesure de contourner les sanctions et considèrent la Chine comme une plateforme commerciale et une promesse d'avenir pour tous. N'oublions pas que la Chine représente encore 20 % environ du commerce mondial, malgré un ralentissement et les conséquences de la politique zéro-Covid. Par ailleurs, la Chine représente un tiers de la croissance mondiale et c'est important, à l'instar du comportement des entreprises face à cette situation, constituant en quelque sorte un bloc en dépit de leurs différences.

Je souhaiterais revenir sur les propos de M. Oualalou, ce matin, concernant le multi-alignement. Le ministre indien des Affaires étrangères, Subrahmanyam Jaishankar, a déclaré que le multi-alignement est le nouveau comportement des pays. Cela signifie qu'ils agissent selon leurs intérêts et l'Inde est un maître en la matière. On voit l'Inde se rendre un jour à un sommet du G7, le lendemain à un sommet des BRICS, le surlendemain à un sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai, le quatrième jour aux exercices militaires Vostok dans le Pacifique avec les Chinois et les Russes au large du Japon, et le cinquième jour à une réunion du QUAD avec les Américains consacrée à la politique Indo-Pacifique. Comme l'a dit M. Jaishankar, il n'y a plus d'alliances fluides, et nous devons travailler en fonction de nos intérêts. La Turquie est membre de l'OTAN et prépare sa candidature pour rejoindre les BRICS. Nous devons prendre en compte ces nouvelles évolutions, lesquelles ne signifient pas que les pays vont vous trahir, c'est juste que le monde actuel est plus fluide.

Je dirais que le reste du monde est un essaim de pays de moyenne et petite taille qui tentent de survivre face à l'inflation, l'insécurité, les pesticides. En Afrique, environ 35 pays dépendent des importations de céréales d'Ukraine et de Russie. Les chiffres de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation montrent que sans pesticides, ces pays n'auront pas de récoltes l'an prochain, on peut donc sans peine imaginer les conséquences. Cela explique la visite du Président de l'Union africaine Macky Sall à Moscou en juin, et celle du Président indonésien Widodo, également Président du G20, à Moscou et à Kyiv qui a déclaré à son retour « cette guerre n'est pas la nôtre, nous voulons lutter contre l'inflation et nourrir notre peuple ». Rappelons que la plupart des pays, entre 130 et 140, suivent ce modèle de multi-alignement face à la direction prise par le monde.

Voyons à présent de plus près comment les choses vont évoluer. Comme je l'ai dit, nous avons ce bloc des pays de l'OCDE, mais la relation entre l'UE et les États-Unis est de plus en plus compliquée pour les raisons évidentes que vous connaissez. La question de l'énergie a été abordée ce matin. Le prix de l'énergie aux États-Unis sera quatre fois plus bas que dans l'UE, si bien que la localisation d'industries et d'investissements aux États-Unis, au détriment de l'UE, est déjà amorcée. Cela a des conséquences en termes d'emplois, de travail,

d'activité, ainsi que des conséquences sociales et politiques. Ensuite, vous avez l'IRA, l'*Inflation Reduction Act*, qui prévoit de consacrer des centaines de milliards de dollars à l'économie verte, ce qui sert les intérêts américains. En revanche, toutes ces subventions destinées à l'économie verte vont contrecarrer les efforts de l'UE en matière de véhicules électriques et autres produits. Comment l'UE va-t-elle réagir ? Il y a quelques jours, le Commissaire Thierry Breton a déclaré que si nous appliquons des droits de douane sur les importations de produits américains, cela déclencherà une guerre commerciale, et est-ce la meilleure solution ? Il ne faut pas tuer le libre-échange. Pourquoi alors ne pas adopter une loi européenne analogue, car nous devons aussi réagir, et les entreprises n'auront d'autre choix que de s'adapter à ces évolutions. Par ailleurs, des questions se posent en matière de défense entre l'UE et les États-Unis. Aujourd'hui, à cause de la guerre, l'OTAN a une approche plus cohérente, mais 23 des 27 pays membres de l'UE sont maintenant membres de l'OTAN, alors qu'advient-il de l'autosuffisance, de l'autonomie et de la souveraineté de l'UE en matière de défense à l'avenir ? Cette situation n'est pas sans conséquence, comme en témoigne la déclaration publiée à l'issue du sommet de Madrid par les pays membres de l'OTAN selon laquelle « La Chine représente un défi pour la sécurité de la zone euro-atlantique ». C'est important pour l'avenir, nous devons donc garder cela à l'esprit.

Nous pouvons voir très clairement que la Chine prend la tête de toutes ces organisations, la tête des BRICS, de l'OCS et, comme je l'ai dit, les pays tentent de contourner les sanctions. De nouveaux canaux d'importation du pétrole se sont mis en place pour essayer d'échapper aux sanctions. Les sanctions secondaires constituent une question importante rarement soulevée, pourtant elles poussent de nombreux pays à se détourner des pays occidentaux. Des fonds de compensation rouble/roupie ou livre turque/rouble ont vu le jour pour faciliter les échanges, par exemple le tourisme vers la Turquie. Je voudrais parler aussi des monnaies électroniques, peut-être M. Al Mazrui aura-t-il des commentaires à ce sujet. La Chine considère les monnaies électroniques comme un moyen d'échapper aux sanctions au cas où la confrontation avec les États-Unis se durcirait et où des sanctions seraient prises à l'encontre des entreprises travaillant avec la Chine au motif que les monnaies électroniques permettent de contourner les processus de transactions transfrontalières SWIFT avec leurs banques centrales. Nous devons suivre cette évolution de très près car, comme cela a souvent été dit, l'intention de la Chine est d'utiliser le yuan pour les achats de pétrole brut à cette région.

Nous voyons aujourd'hui se détacher trois zones à forte dynamique. L'Asie, évidemment, avec d'une part le RCEP (Partenariat économique régional global) dirigé par la Chine et regroupant 15 pays, les pays de l'ASEAN plus le Japon et l'Australie. Il s'agit d'un accord transasiatique. Et d'autre part, l'IPEF (Cadre économique indopacifique pour la prospérité), déjà évoqué aujourd'hui, qui sera davantage axé sur les chaînes d'approvisionnement et l'économie verte, et dirigé par les États-Unis. Je dirais qu'à l'avenir, beaucoup de choses se joueront dans cette région Pacifique et que des normes et des standards seront imposés par ces régions. Autre zone à forte dynamique : les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite. Il suffit de voir les investissements réalisés dans cette région, mais aussi par exemple à NEOM, cette nouvelle capitale de l'Arabie Saoudite sur la mer Rouge. Elle tente d'étendre son influence sur l'Afrique du Nord, l'Égypte, le Soudan, l'Afrique de l'Est. C'est un enjeu clé pour la dynamique de cette région qui offre des opportunités d'investissements brillants moyennant

des efforts d'organisation et une volonté politique ferme. C'est une chose que nous devons également garder à l'esprit.

Enfin, il y a l'Afrique, et Sam pourra en parler mieux que moi. La situation en Afrique est certes contrastée, mais il y a des zones de croissance que nous devons regarder de très près.

Je terminerai par les défis que nous avons à relever. Comme cela a été dit ce matin, le premier défi est de réorganiser l'ordre mondial pour redonner une légitimité aux institutions et aux processus. Ils ne fonctionnent pas et sont complètement paralysés, il faut donc mettre de l'ordre dans ce désordre qui va durer un certain temps. Deuxièmement, nous devons à tout prix éviter la bipolarisation car la majeure partie des pays, cet essaim de pays multi-alignés, ne veulent pas choisir leur camp entre les États-Unis et la Chine, ils veulent poursuivre leur développement et je dirais que la bipolarisation constituerait un obstacle dans ces zones à forte dynamique, sans compter que ce serait également un problème majeur pour l'UE. Nous pourrions revenir sur ces questions par la suite.

Nikolaus Lang

Merci Maurice. Je déduis de votre intervention que nous nous dirigeons non seulement vers un monde fragmenté, mais aussi vers un monde multi-aligné – et nous aurons bien sûr plusieurs questions liées à ces observations.